

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2022
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 15 décembre 2022, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant
la République centrafricaine**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine, qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 ([S/1995/234](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président
du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution [2127 \(2013\)](#)
concernant la République centrafricaine
(*Signé*) Harold Adlai Agyeman



Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) concernant la République centrafricaine

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) concernant la République centrafricaine porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Harold Adlai Agyeman (Ghana) et la vice-présidence par le Gabon.

II. Contexte

3. Par sa résolution 2127 (2013), le Conseil de sécurité a imposé un embargo général et complet sur les armes à la République centrafricaine et créé un comité chargé, notamment, de suivre l'application des sanctions. Par la même résolution, il a créé un groupe d'experts placé sous l'autorité du Comité.
4. Par la suite, par sa résolution 2134 (2014), le Conseil de sécurité a imposé une interdiction de voyager et un gel des avoirs à des personnes et entités désignées par le Comité conformément aux critères définis aux paragraphes 36 et 37 de la résolution. Les deux résolutions prévoient des dérogations et énoncent les critères de désignation.
5. La portée de l'embargo a été adaptée à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité depuis janvier 2016, dans les résolutions 2262 (2016), 2488 (2019), 2507 (2020), 2536 (2020), 2588 (2021) et 2648 (2022). Plus particulièrement, l'embargo sur les armes ne s'applique plus aux livraisons d'armes et de munitions, de véhicules et de matériels militaires et à la fourniture d'une assistance connexe, destinées aux forces de sécurité centrafricaines, dont les services publics civils chargés du maintien de l'ordre, et devant être utilisés exclusivement aux fins de la réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine ou de l'appui à celle-ci, dont le Comité aura reçu notification.
6. Le Groupe d'experts sur la République centrafricaine est composé de cinq personnes. Son mandat a été reconduit dernièrement par la résolution 2648 (2022).
7. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions appliqué à la République centrafricaine dans les rapports annuels précédents du Comité.

III. Résumé des activités du Comité

8. Le Comité s'est réuni six fois dans le cadre de consultations, le 6 mai, le 12 mai, le 24 juin, le 31 août, le 30 septembre et le 16 novembre, et a organisé une séance d'information à l'intention des États Membres le 31 août. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.
9. Lors des consultations tenues le 6 mai, le Comité a entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés.

10. Lors des consultations tenues le 12 mai, la Coordinatrice du Groupe d'experts a présenté au Comité le programme de travail du Groupe, dont le mandat a été prorogé conformément au paragraphe 6 de la résolution 2588 (2021).
11. Lors des consultations tenues le 24 juin, la Coordinatrice du Groupe d'experts a présenté le rapport final du Groupe (S/2022/527), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 2588 (2021), et le Comité a examiné les conclusions et recommandations y figurant.
12. Lors de la séance d'information organisée à l'intention des États Membres le 31 août, le Comité a invité les représentants permanents de l'Angola, du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, du Rwanda, du Soudan, du Soudan du Sud et du Tchad, les représentants d'autres États Membres intéressés ainsi que les membres du Groupe d'experts à examiner le rapport final du Groupe (S/2022/527), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 2588 (2021), et les difficultés rencontrées par les États Membres, en particulier les États de la région, dans la surveillance et l'application des mesures de sanction.
13. Après la séance d'information susmentionnée, le Comité a également tenu des consultations avec le Groupe d'experts le 31 août, au cours desquelles le Groupe a présenté son rapport périodique, conformément au paragraphe 7 de la résolution 2588 (2021).
14. Lors des consultations tenues le 30 septembre, la Coordinatrice du Groupe d'experts a présenté le programme de travail du Groupe, dont le mandat a été prorogé conformément au paragraphe 6 de la résolution 2648 (2022).
15. Lors des consultations tenues le 16 novembre, le Groupe d'experts a présenté son rapport périodique, conformément au paragraphe 7 de la résolution 2648 (2022).
16. À l'issue des consultations tenues le 6 mai, le 24 juin, le 31 août et le 30 septembre et de la réunion d'information tenue le 31 août, le Comité a transmis par communiqués de presse des résumés de ses travaux, conformément au paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 30 août 2017 (S/2017/507).
17. Le Comité a adressé à 17 États Membres et autres acteurs intéressés 32 communications concernant l'application des sanctions.

IV. Dérogations

18. Les dérogations à l'embargo sur les armes sont énoncées aux alinéas a) à h) du paragraphe 1 de la résolution 2648 (2022).
19. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées au paragraphe 31 de la résolution 2134 (2014), dont les dispositions sont renouvelées au paragraphe 4 de la résolution 2648 (2022).
20. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées au paragraphe 33 de la résolution 2134 (2014), dont les dispositions sont renouvelées au paragraphe 4 de la résolution 2648 (2022).
21. S'agissant de l'embargo sur les armes, le Comité a reçu une notification présentée en application du paragraphe 1 c) de la résolution 2588 (2021), une notification en application du paragraphe 1 d) de la résolution 2588 (2021), une notification en application du paragraphe 1 f) de la résolution 2588 (2021), une notification en application du paragraphe 1 g) de la résolution 2588 (2021), une notification en application du paragraphe 1 i) de la résolution 2588 (2021), six

notifications en application du paragraphe 1 b) de la résolution [2648 \(2022\)](#), une notification en application du paragraphe 1 f) de la résolution [2648 \(2022\)](#) et deux notifications en application du paragraphe 1 g) de la résolution [2648 \(2022\)](#).

V. Liste relative aux sanctions

22. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs sont définis aux paragraphes 15, 20 et 21 de la résolution [2399 \(2018\)](#). Les procédures relatives aux demandes d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.

23. Aucune entrée n'a été ajoutée à la liste ni n'en a été retirée. À la fin de la période considérée, 14 personnes et 1 entité étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

VI. Groupe d'experts

24. Le 10 juin, conformément au paragraphe 7 de la résolution [2588 \(2021\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final, qui a été transmis au Conseil de sécurité le 29 juin et publié comme document du Conseil (S/2022/527).

25. Le 25 août, le Groupe d'experts a présenté son rapport périodique au Comité, conformément au paragraphe 7 de la résolution [2588 \(2021\)](#).

26. Le 31 août, en application des dispositions du paragraphe 32 f) de la résolution [2399 \(2018\)](#), renouvelées par la résolution [2588 \(2021\)](#), le Groupe d'experts a communiqué des renseignements confidentiels, avec éléments de preuve à l'appui, au sujet de personnes et d'entités qui, à son avis, répondaient aux critères d'inscription édictés aux paragraphes 20 et 21 de la résolution [2399 \(2018\)](#).

27. Le 31 août, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2648 \(2022\)](#) en date du 29 juillet, le Secrétaire général a nommé les quatre membres du Groupe d'experts, à savoir des spécialistes des armes, des affaires humanitaires, des groupes armés, et des questions financières et des ressources naturelles (voir S/2022/659). Le 28 décembre, le Secrétaire général a nommé une experte régionale (voir S/2022/1008). Le mandat du Groupe d'experts arrive à expiration le 31 août 2023.

28. Le Groupe d'experts s'est rendu au Cameroun, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Italie, au Portugal, en République centrafricaine et au Tchad.

29. Dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 15 lettres à 25 États Membres, au Comité et à des entités internationales et nationales.

VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

30. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime de sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 2 au 4 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, la deuxième séance de formation thématique portant sur

l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

31. La Division a collaboré avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Bureau de l'informatique et des communications du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour faciliter la tenue de réunions en présentiel, conformément aux orientations et restrictions concernant la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), tout en continuant de proposer la tenue de réunions virtuelles.

32. Afin d'aider le Comité à recruter des expert(e)s doté(e)s des qualifications voulues pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a ajouté un module dans Inspira le 25 octobre, qui permet de gérer la liste d'experts déjà en poste et des personnes auxquelles l'on pourrait éventuellement faire appel. Elle a également organisé le 27 octobre une activité d'information sur les groupes d'experts et la liste d'experts pour encourager les candidatures féminines. Une note verbale a été adressée le 8 décembre à tous les États Membres pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur la liste d'experts. Une note verbale a également été adressée le 27 juin et le 13 septembre à tous les États Membres pour les informer de postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Des avis de vacance de poste ont en outre été publiés en ligne le 24 juin et le 12 septembre sur le portail des carrières des Nations Unies (<https://careers.un.org>).

33. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport final que le Groupe d'experts a présenté au Comité en juin. Le Secrétariat a facilité les visites des membres du Groupe d'experts auprès d'États Membres et d'autres parties prenantes, en tenant compte des directives de l'Organisation mondiale de la Santé, des conseils aux voyageurs établis par les autorités nationales et d'autres exigences liées à la pandémie de COVID-19. Le Secrétariat a organisé les 6 et 7 décembre un atelier entre les groupes d'experts dans le cadre duquel s'est tenue une réunion-débat de haut niveau sur les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et l'importance de l'intégration des questions de genre dans les travaux des groupes et équipes de surveillance. Un atelier sur les techniques d'enquête à l'usage des experts s'est tenu les 8 et 9 décembre.

34. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative du Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 54 de sa résolution 2368 (2017). Le modèle de données amélioré et l'application servant à l'exploiter ont été mis en service et la Division procède actuellement à la migration et à la vérification des données saisies dans la Liste relative aux sanctions dans toutes les langues officielles. En mai, la Division a publié un tableau des modifications apportées à la Liste récapitulative depuis 2018.

35. Le 14 juin, le Secrétaire général a soumis son rapport sur les progrès accomplis par les autorités de la République centrafricaine au regard des principaux objectifs de référence relatifs à l'embargo sur les armes (S/2022/489), conformément au paragraphe 13 de la résolution 2588 (2021).